Communauté de Communes du Trièves	CONSEIL DE COMMUNAUTE Du 18 novembre 2024 18h30
	<i>Procès-verbal</i>

L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 18 novembre, à 18 heures 30, le Conseil de Communauté dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à St Martin de Clelles, sous la présidence de Jérôme Fauconnier.

Membres en exercice : 41

Date de Convocation : 12 novembre 2024

Présents : Jérôme Fauconnier, Marc Rochas, Eric Vallier, Alain Roche, Didier Peybernes, Fanny Lacroix, Vincent Blanchard, Jean-Marc Bellot, Marie-Pierre Drain, Alexandre Eyraud Griffet, Pierre Suzzarini, Gilles Barbe, Françoise Streit, Claude Didier, Jean-Louis Goutel, Eric Furmanczak, Caroline Fiorucci, Sébastien Besnard, Véronique Méneghin Caprio, Robert Cuchet, Gilles Cléret, Alain Vidon, Eric Bernard, Hélène Rossi, Patrick Martinello, Joël Zoppé, Christian Roux, Pierrick Bonenfant, Anne-Marie Fitoussi.

Suppléants avec voix délibérative : Marc Giraud, Thibaud Bécourt, Jean-Pierre Athenoux.

Suppléants sans voix délibérative : François Gaborit, Jean-Luc Granier.

Pouvoirs : Aymeric Faivre à Eric Furmanczak, Béatrice Vial à Eric Bernard, Danielle Montagnon à Françoise Streit, Uta Ihle à Claude Didier, Faure Yannick à Alain Roche, David Piccarretta à Gilles Cléret.

Votants : 38

Eric Vallier est désigné secrétaire de séance

Le Président adresse, au nom de tous, des vœux de bon rétablissement à Christophe Drure.

Approbation du compte-rendu du conseil du 14 octobre 2024

Adopté à l'unanimité

Présentation de l'EPFL (Etablissement Foncier Local)

Présentation effectuée par Vincent REMI et Maryline CAILLET de l'EPFL

L'EPFL est un établissement public, opérateur foncier, acteur de la territorialisation des politiques publiques des collectivités territoriales adhérentes. Il est régi par les règles de la comptabilité publique. Sa mission est d'aider les territoires et notamment en matière d'attractivité économique. Il a l'obligation de définir les axes stratégiques et prioritaires d'intervention et se charge de la mise en oeuvre de la gestion durable de la gestion foncière.

En ce qui concerne l'EPFL du Dauphiné, 6 EPCI sont adhérentes avec 180 projets en cours et 460 biens en portage.

L'offre de services part d'une idée de projet sur laquelle vont travailler ensemble les collectivités et l'EPFL pour aboutir à la réalisation du projet. La reformulation du projet foncier pour le traiter de manière efficiente est parfois nécessaire. Tout se fait dans une logique de développement durable : travaux de requalification tels que remise en état d'un vieux bâtiment, mise aux normes, désamiantage, curage, et réemploi des matériaux quand c'est possible.

L'adhésion à l'EPFL passe par une contractualisation tripartite entre la commune, l'EPFL et l'EPCI dont la durée de portage varie entre 4 et 10 ans selon le type de projet. L'avantage pour la collectivité territoriale est qu'elle n'a pas besoin de pré financement puisque l'EPFL s'en charge, sans frais de portage. En cas de déficit foncier de l'opération, l'EPFL participe au déficit selon un barème défini.

L'EPFL a été conçu pour éviter aux EPCI de recourir à l'emprunt et notamment pour des projets parfois coûteux tels que des interventions sur d'importantes friches industrielles.

Quelques exemples de réalisations sont présentés :

- Aide à ingénierie à Coublevie,
- Etudes préalables avant acquisition sur le site de l'ancien hôpital de Voiron ; opération importante et complexe...

L'EPFL a capacité de préempter à la place des communes et peut également intervenir dans le cas des quartiers à sécuriser en cas de risques majeurs, par exemple.

En ce qui concerne la fiscalité, aujourd'hui, le prélèvement fait est calculé sur les 4 taxes existantes : Taxe Habitation, Taxe Foncière Bâtie et non-bâtie et Taxe Foncière des Entreprises ; pour le territoire Trièves, cela représente environ 160 000/170 000€ ce qui équivaudrait à un montant inférieur à 20€ par habitant. Cela fonctionne sur le même principe que le prélèvement de la Taxe GEMAPI.

Eric Furmanczak aborde le problème de la friche au sol de 5000 m² en plein centre de Monestier de Clermont ; il a sollicité l'EPFL dont l'étude a donné un regard appuyé sur la situation du site. Le but de la présence de l'EPFL aujourd'hui est d'expliquer car une commune seule ne peut pas régler ce type de problème et a obligation de passer par un EPCI.

Pierre Suzzarini se trouve face à un problème de rénovation de centre ancien à Mens ; il a sollicité les propriétaires bailleurs afin qu'ils rénovent leur habitat mais cela reste difficile ; la commune n'ayant pas les fonds, et compte tenu du manque de logements, cela semble insoluble. Il souligne aussi l'importance de l'accessibilité dans Mens. La commune est incapable de porter financièrement seule ce projet ; c'est pourquoi, le fait d'avoir un tiers négociateur est positif. Il veut aussi maintenir les commerces et éviter que ceux-ci ne se transforment en logement. Enfin, il demande si une intervention sur le foncier agricole est possible.

Mr Rémi répond que l'axe est fixé par le législateur. En matière de préservation du territoire agricole, une convention a été signée avec la SAFER qui va négocier et acheter du terrain qui ne soit pas propriété agricole et en accord avec la collectivité locale. L'EPFL a la capacité financière de faire les opérations mais l'appui de la SAFER est important pour négocier avec les propriétaires agricoles.

Jean-Marc Bellot évoque l'opération menée à Gresse-en-Vercors sur le « village alpin du XVIII^e » dont la question foncière s'avère compliquée et qui pourrait, peut-être, faire l'objet d'une forme de coopération avec l'EPFL. Il voudrait des précisions par rapport au déficit et sur qui le prend en charge.

Mr Rémi indique que l'EPFL a un devoir de conseil vis-à-vis des communes ; en présence de déficit, le dispositif permet de financer pour partie le déficit soit 49% par l'EPFL et 51% par la collectivité. Le modèle économique de l'EPFL est fait pour pouvoir porter, acheter et aider. Il peut assurer la gestion de nombreux aléas grâce à sa capacité financière à absorber ces aléas. Néanmoins, l'objectif est de visualiser le plus en amont possible.

Jérôme Fauconnier demande s'il y a un partage en cas d'excédent.

Mr Rémi confirme que l'excédent est automatiquement rendu à la collectivité locale.

Christian Roux s'interroge sur ce qui se passe si rien ne s'est produit au bout des 8 ans prévus.

Au début de la contractualisation, il y a accord sur un processus et sur la durée ; si on n'y arrive pas, un constat est fait afin d'en déterminer les raisons pour comprendre pourquoi cela n'a pas fonctionné et de pouvoir juger s'il y a un intérêt à prolonger la convention ou non et, dans ce cas, la commune rachète les biens, répond Mr Rémi.

Pour Fanny Lacroix, l'enjeu majeur reste la question du logement et la possibilité de trouver des opérateurs qui voudraient venir jusqu'au fin fonds du Trièves ; quelle certitude pouvons-nous avoir et notamment sur le mode de gouvernance ? Une petite commune ne se sent pas toujours bien représentée dans les grandes instances.

Mr Rémi en convient ; il y a en effet des difficultés à attirer des opérateurs conventionnels dans les territoires éloignés ; mais une réflexion est menée pour mettre en place un système financier qui leur permettrait de mener eux-mêmes l'opération et d'offrir la possibilité de faire des logements dans des petites communes. L'important étant de rendre le projet attractif.

L'EPFL discute à l'amiable dans l'idée de trouver les bons arguments et non pas de préempter. Le meilleur argument est le projet de la commune. Sur la gouvernance, on trouve un administrateur titulaire et un suppléant chacun avec une voix. Chaque EPCI a une vice-présidence au bureau. Il n'y a aucune ingérence d'un territoire sur le projet des autres. Aujourd'hui, la Région et le Département ont également un administrateur.

Thibault Bécourt s'interroge sur la sélection des projets et sur le processus de décision.

Il n'y a pas d'ingérence car l'EPCI dispose d'un confort financier qui lui permet de ne pas prioriser. La seule limite est sa force de travail. Il s'agirait plutôt d'une gestion via une file d'attente selon la complexité des projets, indique Mr Rémi. A ce jour, aucun n'a été refusé.

Jérôme Fauconnier demande si leur trajectoire financière est la vente de biens pour financer des achats.

Mr Rémi répond que l'EPFL a 22 ans d'expérience et porte du foncier depuis plus de 10 ans. Il peut dire qu'ils essaient de travailler avec des opérateurs et les projets se développent assez facilement pour

l'instant. Aujourd'hui, l'EPFL dispose d'une trésorerie confortable qui permet d'amortir les cessions et d'acheter des biens sans avoir besoin de recourir à l'emprunt.

Claude Didier rappelle combien le contexte est difficile pour les petites communes où il est difficile de construire sur des terres agricoles, et il plaide pour une adhésion afin de pouvoir saisir des opportunités. Alain Vidon s'inquiète du coût ; en moyenne 19€ par habitant lui semble être une problématique assez récurrente car cela pèsera à nouveau sur les propriétaires et les petites entreprises du territoire.

Mr Rémi répond que le coût tourne plutôt autour de 15€ par an en moyenne, financé à 50% par la CFE. Le Président répond que le Trièves n'a pas beaucoup de CFE et seulement 3000 contributeurs au foncier bâti. Malgré tout l'intérêt de l'EPFL, il préfère attendre de savoir quels sont les projets concrets avant d'envisager une adhésion. Les communes devront présenter au conseil communautaire les projets en cours pour pouvoir se positionner.

Pierre Suzzarini voudrait éviter que seuls les bourgs centres puissent en bénéficier ; le fait que l'accompagnement existe peut permettre à tous de faire des projets.

Robert Cuchet cite l'exemple de sa commune qui a voulu acquérir une maison au centre du village, en vente au printemps dernier ; comme le Trièves n'adhérait pas à l'EPFL, il n'a pas pu saisir cette opportunité. Les opérateurs, quant à eux, n'étaient pas intéressés en raison de l'éloignement.

Christian Roux s'interroge sur la durée de l'adhésion à l'EPFL.

Chacun est libre de quitter l'EPFL quand il le souhaite ; il convient que les parties délibèrent pour acter cette décision et obtiennent la validation du Préfet. La seule obligation est de rester adhérent au minimum 3 ans et les communes doivent racheter le stock le cas échéant si elles quittent le processus, répond Mr Rémi.

Jérôme Fauconnier remercie Mr Rémi et Mme Caillet pour leur présentation.

Présentation du projet de création d'un service commun de soutien administratif aux communes

Ce service commun fonctionnerait sur le même modèle que le service ADS.

Eric Bernard donne quelques exemples pour lesquels cette mutualisation pourrait s'appliquer : les marchés publics, la veille juridique, l'informatique, l'ingénierie financière, la recherche de subvention etc....

Il pourrait aussi être question de partage d'appui technique et de partage de connaissances, ainsi que des animations d'espaces d'échanges entre élus.

Ce service permettrait également de remplacer une secrétaire absente ou de venir en renfort des secrétaires en place.

En terme de recrutement, le choix porterait sur une personne à temps complet qui serait dans les bureaux de la CCT pour un coût de 42 000€ fonctionnement annuel. Ce service serait financé par la CCT et les communes avec une adhésion par convention et une participation financière identique pour toutes les communes (soit 1500€ par an + droit d'entrée 100€ à la signature de la convention). A cette somme viendraient s'ajouter les frais de déplacement à répartir sur l'année.

En ce qui concerne, les modalités de la gouvernance, un COPIL va être créé afin de définir les axes de travail de cet agent en fonction des demandes des communes.

Les communes doivent confirmer leur accord pour le recrutement. La création du service commun serait votée en conseil communautaire au 1^{er} trimestre 2025 et la prise de poste pourrait intervenir au 2^{ème} trimestre 2025.

Fanny Lacroix trouve le projet intéressant mais s'interroge sur la possibilité de recruter une personne prête à se déplacer et avec toutes ces compétences ; ce profil idéal paraît difficile à trouver.

Pour Eric Bernard, c'est certes difficile car expérimental mais il faut miser sur la formation et le partage d'expérience.

Eric Vallier souligne que ce débat a déjà été mené en conseil communautaire ; les mairies ont un vrai besoin de secrétaire de mairie. Il faut que cela soit initié par le conseil communautaire, mais, pour que le coût soit acceptable, il est nécessaire que toutes les communes adhèrent.

Fanny Lacroix suggère que les frais de mobilités soient forfaitaires pour ne pas désavantager les communes les plus éloignées.

Didier Peybernes demande si la durée de remplacement pourrait porter sur une longue période.

Pour Eric Bernard, tout cela reste à définir ; on est dans l'expérimental. Mais, néanmoins cela n'est pas prévu pour un long remplacement. Il s'agit plus de remplacement ou de renfort temporaires.

Il convient de prendre rapidement une décision et de donner un accord de principe après avoir reçu la présentation afin de pouvoir calibrer le financement de ce poste plus précisément, dit Nathalie Bonato.

Jérôme Fauconnier rappelle l'exemple de l'ADS qui fonctionne bien et qui est un bon exemple de ce qu'on peut réaliser ensemble.

2024.154 – Commission Locale de l'Eau – convention financière entre la CCT et Grenoble-Alpes-Métropole – Année 2024

La Commission Locale de l'Eau (CLE) du Drac et de la Romanche, dont la structure porteuse est Grenoble Alpes Métropole, est en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Drac et de la Romanche. Il s'agit d'un outil qui permet de définir les règles pour une bonne gestion de la ressource en eau sur notre territoire à 10-15 ans. Le SAGE a été approuvé le 15 février 2019 par les Préfets de l'Isère, de Savoie et des Hautes Alpes. La Communauté de Communes du Trièves est liée par convention avec la CLE depuis 2002. Les critères utilisés pour tenter de trouver une participation qui apparaisse juste et équitable pour chaque collectivité sont : 75% de la population principale, 12,5% de la superficie, 12,5% du linéaire de cours d'eau et des grands principes suivant : une solidarité amont/aval, la participation des EPCI et des grands producteurs d'eau potable. Pour l'année 2024, le bureau de la CLE a décidé de reprendre l'inflation cumulée pour le montant de participation des EPCI. Pour la CCT, le montant de la participation au titre de l'année 2024 s'élève à 2771 € (contre 2690 € en 2023).

Le conseil communautaire est invité à approuver la convention entre la CCT et Grenoble Alpes Métropole, structure porteuse de la CLE du Drac et de la Romanche.

Vote : Commission Locale de l'Eau – convention financière entre la CCT et Grenoble-Alpes-Métropole – Année 2024

Adopté à l'unanimité

2024.155 – Elaboration d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde – lancement de la démarche

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier ses articles L5211-1 et suivants,
VU le Code de la sécurité intérieure, et en particulier ses articles L 731-4, R 731-5 et R 731-6 précisant le contenu et la procédure d'élaboration et de révision d'un plan intercommunal de sauvegarde (PICS),
VU la loi 2021-1520 du 25 novembre 2021, notamment son article 11 relatif au plan intercommunal de sauvegarde,

Considérant que le territoire de la Communauté de Communes du Trièves est soumis à divers aléas naturels et technologiques,

Considérant que plusieurs des communes membres sont dotées de plans communaux de sauvegarde,
Considérant qu'il est opportun d'améliorer notre résilience territoriale et, pour ce faire, d'organiser et formaliser la solidarité intercommunale en cas de crise frappant une ou plusieurs communes membres, en articulation avec le plan ORSEC départemental,

Considérant que l'élaboration d'un PICS constitue un cadre pour organiser la boîte à outils opérationnelle au service de chacune des communes et de Plaine Commune,

Il est proposé d'approuver le lancement de l'élaboration d'un plan intercommunal de sauvegarde pour la Communauté de Communes du Trièves.

Jérôme Fauconnier rappelle que le maire peut être mis en cause et voir sa responsabilité pénale engagée, en cas d'absence de plan intercommunal de sauvegarde.

Vote : Elaboration d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde – lancement de la démarche

Adopté à l'unanimité

2024.156 – CLECT : approbation du rapport de la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) du 7 novembre 2024

Il est proposé au conseil communautaire la modification des attributions de compensation selon le régime dérogatoire de la révision libre (par délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux des communes membres intéressées), selon le rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) du 7 novembre 2024.

La CLECT a évalué le montant des charges et produits transférés concernant les révisions de l'attribution de compensation suivantes :

- Compétence école de la commune de Châtel-en-Trièves
- Bureau d'information touristique de la commune de Mens
- Déploiement du Très Haut Débit (THD) de la commune de Sinard

Le conseil communautaire est invité à approuver le rapport de la CLECT du 7 novembre 2024.

Cf. rapport joint à la présente note

Alain Vidon ajoute que la mise en place d'un groupe de travail est prévue en 2025 pour réfléchir à une meilleure répartition ; l'objectif étant de pouvoir délibérer en 2025 afin que la CLECT soit opérationnelle dès 2026.

Jérôme Fauconnier rappelle que la gestion de la CLECT est complexe suite à plusieurs mouvements ayant eu lieu au moment de la fusion en 2012 afin de permettre des taux identiques d'imposition par la CCT sur l'ensemble du Trièves.

Vote : CLECT : approbation du rapport de la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) du 7 novembre 2024

Adopté à l'unanimité

2024.157 – Modification du tableau des effectifs

Après avis favorable par le comité social territorial du 5 novembre 2024, il est proposé de modifier le tableau des effectifs comme indiqué dans le tableau en annexe.

Vote : Modification du tableau des effectifs

Adopté à l'unanimité

2024.158 – Régime indemnitaire : évolution du RIFSEEP

Lors du budget 2024, les élus du Conseil Communautaire ont voté une enveloppe supplémentaire de 65 000 € pour revaloriser les salaires des agents de la collectivité. Le Comité Social Territorial (instance de dialogue composée d'élus et de représentants du personnel) a proposé que cette enveloppe soit intégrée au salaire mensuel des agents via l'IFSE.

Un accord de méthode a été élaboré, créant un groupe de travail composé de 4 vice-présidents et de 4 représentants de SUD CT 38, organisation syndicale représentative au sein de la collectivité, avec l'objectif d'aboutir à un accord pour une mise en place avant la fin de l'année.

Le groupe de travail a abouti à une proposition, validée au Comité Social Territorial (CST) du 5 novembre. Celle-ci sera appliquée sur les paies de décembre avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 2024.

Les principales évolutions proposées sont les suivantes :

- un élargissement du personnel éligible (certains contractuels actuellement exclus) ;
- une répartition de l'enveloppe financière garantissant les grands équilibres de la délibération initiale tout en procédant à des ajustements prenant en compte plus particulièrement les plus bas salaires et les temps de travail non-complet ;
- une mise en conformité en fonction des évolutions de la réglementation.

Les évolutions sont détaillées dans la proposition finale du groupe de travail annexée à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil Communautaire de valider la nouvelle délibération de mise en œuvre du RIFSEEP au sein de la collectivité (délibération complète jointe à la présente note de synthèse).

Vote : Régime indemnitaire : évolution du RIFSEEP

Adopté à l'unanimité

2024.159 – Adhésion de la collectivité à la convention de participation Prévoyance du CDG38

La protection sociale complémentaire (PSC) comprend 2 pans :

- La mutuelle santé, pour laquelle la participation de l'employeur à hauteur de 15 € par mois deviendra obligatoire à partir du 1er janvier 2026,
- La prévoyance, communément appelée « garantie maintien de salaire » qui couvre les risques maladie, invalidité et décès).

La collectivité a souscrit au contrat groupe de prévoyance auprès du CDG 38 permettant une participation financière de l'employeur aux frais de prévoyance en faveur des agents. Le contrat a été conclu avec l'organisme WTW – IPSEC jusqu'au 31/12/2025.

D'après WTW-IPSEC, l'amplification de l'absentéisme dans la Fonction Publique Territoriale a pour conséquence la dégradation de l'équilibre financier initial des contrats. A ce titre, l'assureur prestataire du contrat groupe actuel a décidé de le résilier au 31/12/2024.

Le CDG 38 a donc engagé une consultation pour un nouveau contrat à compter du 1er janvier 2025 pour les collectivités qui souhaitent continuer à bénéficier d'un contrat groupe.

A l'issue de la consultation, le groupe Collecteam – ALLIANZ Vie a été retenu.

Le CST du 5 novembre 2024 a validé l'adhésion de la collectivité à la convention de participation Prévoyance du CDG de l'Isère qui doit faire l'objet d'une délibération du conseil communautaire.

Cela permettra à la collectivité de transmettre la fiche d'adhésion à Collecteam et de signer la convention d'adhésion au contrat groupe auprès du CDG de l'Isère. Cette convention entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2025.

Participation financière de l'employeur

L'adhésion à la convention de participation proposée par le Centre de gestion est conditionnée au versement d'une participation financière versée aux agents ayant adhéré individuellement au contrat proposé.

L'aide financière mensuelle doit être au minimum de 7 € bruts mensuels.

Garanties proposées et montant des cotisations associées

Pour rappel, les garanties proposées correspondent à celles figurant dans l'accord national du 11 juillet 2023 signé entre les associations représentatives des employeurs de la FPT et les organisations syndicales nationales.

Les garanties et cotisations proposées par le nouvel organisme sont détaillées ci-dessous, pour les employeurs de moins de 1 000 agents :

GARANTIES	PRESTATIONS	TAUX DE COTISATION	
REGIME DE BASE : INCAPACITE TEMPORAIRE DE TRAVAIL / INVALIDITE PERMANENTE			
Incapacité temporaire de travail ⁽¹⁾			
Maintien de salaire	90 % du traitement de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement	2,05 %	
Incapacité permanente ⁽¹⁾			
Taux retenu par la CNRACL $\geq$ 50 % ou 2 ^{ème} / 3 ^{ème} catégorie CPAM ou IPP $\geq$ 66 %			
Versement d'une rente	90 % du traitement de référence mensuel net		
Taux retenu par la CNRACL < 50 %			
Versement d'une rente	Montant de la rente perçue pour un taux CNRACL < 50 % x taux d'invalidité CNRACL / 50 %		
OPTION 1 : MAINTIEN DU RI EN INCAPACITE TEMPORAIRE DE TRAVAIL			
Maintien du RI étendu au plein traitement du CLM, CLD et CGM	90 % RI net	+ 0,20 %	
OPTION 2 : PERTE DE RETRAITE CONSECUTIVE A UNE INVALIDITE PERMANENTE (uniquement au choix de l'agent CNRACL)			
Versement d'un capital	50 % du PMSS ⁽²⁾ par année d'invalidité	+0,50 %	
OPTION 3 : DÉCÈS / PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE (PTIA)			
Versement d'un capital	100 % traitement de référence annuel brut	+0,30 %	
La prestation garantissant le maintien du régime indemnitaire, dans le cadre du régime de base, intervient à compter du passage à demi- traitement de l'agent et vient en complément et/ou à défaut du versement du régime indemnitaire par la collectivité. Le complément indemnitaire annuel (CIA) est exclu de la garantie prévoyance.			
Les taux de cotisation sont identiques quel que soit l'âge des agents. L'adhésion intervient sans questionnaire médical, ni délai de carence.			

Il est proposé au conseil communautaire d'autoriser le Président d'adhérer à la convention de participation Prévoyance du CDG 38 et de signer la convention.

Vote : Adhésion de la collectivité à la convention de participation Prévoyance du CDG38 Adopté à l'unanimité

2024.160 – Vote du règlement budgétaire et financier dans le cadre de la M57

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.4312-5 relatifs au règlement budgétaire et financier ;

Vu la loi portant Nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe du 7 août 2015,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2321-3 et R2321-3,

Vu la délibération du 16 octobre 2023 approuvant le passage à la M57,

En vertu de l'article L.5217-10-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier est obligatoire pour toutes les entités appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57.

Un Règlement Budgétaire et Financier peut s'en tenir, a minima, à la prescription légale qui se limite à deux obligations :

- préciser les modalités de gestion des Autorisations de Programmes (AP) et Autorisations d'Engagements (AE) et des Crédits de Paiements (CP) y afférents, notamment les règles relatives à l'annulation des AP et des AE (hormis pour les AP et AE de dépenses imprévues qui deviennent obligatoirement caduques en l'absence d'engagement constaté avant la fin de l'exercice) ;
- préciser les modalités d'information de l'assemblée délibérante sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice (budget primitif, budget supplémentaire, décision modificative).

A ce titre, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver le règlement budgétaire et financier joint en annexe.

Vote : Vote du règlement budgétaire et financier dans le cadre de la M57

Adopté à l'unanimité

2024.161 – DM n°3 Budget Tourisme – RH 2024 et créances admises en non-valeur

Les dépenses de personnel sont supérieures au voté 2024 de 20 000 € ; la subvention d'équilibre est modifiée d'autant.

Les créances irrécouvrables n'ont pas fait l'objet depuis plusieurs années. Il convient de régulariser la situation afin d'épurer les comptes de la collectivité. Le montant s'élève à environ 7 000 € pour les exercices 2004 à 2016 et seuls 800 € ont été inscrits au budget primitif 2024.

Objet	DEPENSES			RECETTES		
	SECTION DE FONCTIONNEMENT					
	Chapitre	Article	Montant	Chapitre	Article	Montant
Créances admises en non-valeur	651	6541	6 100,00 €			
Subventions de fonctionnement aux entreprises	65	65742	- 5 000,00 €			
Reversements taxe de séjour additionnelle	014	7398	- 1 100,00 €			
Personnel affecté par la commune membre du GFP	012	6215	20 000,00 €			
Subventions de fonctionnement de la collectivité de rattachement				75	757361	20 000,00 €
	TOTAL		20 000,00 €	TOTAL		20 000,00 €

Vote : DM n°3 Budget Tourisme – RH 2024 et créances admises en non-valeur

Adopté à l'unanimité

2024.162 – DM n°2 Budget Immo La Croizette – vente garage + terrain : remboursement dépôt de garantie 2004

Dans le cadre du crédit-bail prenant fin le 31 octobre 2024 et de la vente à la SCI Bellevue du garage et du terrain, il convient de tenir compte du versement d'un dépôt de garantie de 6 200 € effectué en 2004 par la SCI Bellevue et de l'inscrire dans les comptes.

Objet	DEPENSES			RECETTES		
	SECTION D'INVESTISSEMENT					
	Chapitre	Article	Montant	Chapitre	Article	Montant
Dépôts et cautionnements reçus	16	165	6 200,00 €			
Installations, générales, agencements, aménagements des constructions	21	2135	- 6 200,00 €			
	TOTAL		0,00 €	TOTAL		0,00 €

Vote : DM n°2 Budget Immo La Croizette – vente garage + terrain : remboursement dépôt de garantie 2004

Adopté à l'unanimité

2024.163 – DM n°4 Budget principal – RH Ecoles et Tourisme + amortissements M57

Les dépenses de personnel du budget des écoles et du tourisme sont supérieures au prévisionnel 2024, respectivement de 60 000 € et de 20 000 €. Il est proposé de couvrir le besoin RH par une augmentation des subventions d'équilibre, soit 80 000 €.

La mise en place de la M57 implique de réaliser les amortissements au prorata temporis ; la prévision des amortissements de l'année est à régulariser.

Objet	DEPENSES			RECETTES		
	SECTION DE FONCTIONNEMENT					
	Chapitre	Article	Montant	Chapitre	Article	Montant
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	042	68X	30 000,00 €			
Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat				042	777	10 000,00 €
Dotation de compensation des EPCI				74	741126	20 000,00 €
Subv. de fonct. aux BA et régies adm. non dotés perso morale	65	65736211	80 000,00 €			
Virement à la section d'investissement	021		- 80 000,00 €			
	TOTAL		30 000,00 €	TOTAL		30 000,00 €

Objet	SECTION D'INVESTISSEMENT					
	Chapitre	Article	Montant	Chapitre	Article	Montant
Amortissements biens mobiliers, matériels et études				040	28X	30 000,00 €
Subventions d'investissement actifs amortissables	040	139X	10 000,00 €			
Immobilisations corporelles	21	2188	- 60 000,00 €			
Virement de la section de fonctionnement				021		- 80 000,00 €
	TOTAL		- 50 000,00 €	TOTAL		- 50 000,00 €

Vote : DM n°4 Budget principal – RH Ecoles et Tourisme + amortissements M57

Adopté à l'unanimité

2024.164 – DM n°2 Ecoles RH 2024 et amortissements M57

Les dépenses de personnel du budget des écoles sont supérieures au prévisionnel 2024 de 60 000 €. Il est proposé de couvrir le besoin RH par une augmentation des subventions d'équilibre.

La mise en place de la M57 implique de réaliser les amortissements au prorata temporis ; la prévision des amortissements de l'année est à régulariser.

Objet	DEPENSES			RECETTES		
	SECTION DE FONCTIONNEMENT					
	Chapitre	Article	Montant	Chapitre	Article	Montant
Personnel affecté par la commune membre du GFP	012	6215	60 000,00 €			
Subventions de fonctionnement de la collectivité de rattachement				75	757361	60 000,00 €
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	042	68X	5 000,00 €			
Honoraires et conseils	011	62268	- 5 000,00 €			
	TOTAL		60 000,00 €	TOTAL		60 000,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT						
Objet	Chapitre	Article	Montant	Chapitre	Article	Montant
Amortissements biens mobiliers, matériels et études				040	28X	5 000,00 €
Immobilisations corporelles	21	2188	5 000,00 €			
	TOTAL		5 000,00 €	TOTAL		5 000,00 €

Vote : DM n°2 Ecoles RH 2024 et amortissements M57

Adopté à l'unanimité

2024.165 – DM n°2 Budget Collecte et traitement des déchets : annulations rôles sur exercices antérieurs

La mise à jour des rôles pour les redevances des ordures ménagères engendre de nombreuses annulations sur exercices antérieurs qu'il convient de régulariser.

DEPENSES			RECETTES			
SECTION DE FONCTIONNEMENT						
Objet	Chapitre	Article	Montant	Chapitre	Article	Montant
Virement à la section d'investissement	023		- 8 000,00 €			
Autres charges exceptionnelles	67	678	8 000,00 €			
	TOTAL		0,00 €	TOTAL		

SECTION D'INVESTISSEMENT						
Objet	Chapitre	Article	Montant	Chapitre	Article	Montant
Virement de la section d'exploitation				021		- 8 000,00 €
Autres immobilisations corporelles	21	2188	- 8 000,00 €			
	TOTAL		- 8 000,00 €	TOTAL		- 8 000,00 €

Vote : DM n°2 Budget Collecte et traitement des déchets : annulations rôles sur exercices antérieurs

Adopté à l'unanimité

2024.166 – Convention relative au cofinancement de la Mission Locale Alpes Sud Isère

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver la convention de cofinancement de la mission locale Alpes sud Isère. Le montant de la participation est fixé à 1,95 € par habitant pour l'année 2025 (identique à 2024), soit $10\,261 \times 1,95 \text{ €} = 20\,008,95 \text{ €}$

Alain Vidon souligne le travail remarquable effectué par la mission locale.

Vote : Convention relative au cofinancement de la Mission Locale Alpes Sud Isère

Adopté à l'unanimité

2024.167 – Demande de subvention 2025 auprès du Département de l'Isère dans le cadre de l'opération « Accompagnement Renforcé vers l'Emploi »

La CCT mène depuis plusieurs années une action d'insertion sociale et professionnelle en direction des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) avec le concours des autres acteurs et partenaires départementaux (France Travail, collectivités locales, associations, etc.) œuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Dans le cadre de travail partenarial avec le Département de l'Isère, la CCT effectue chaque année une demande de subvention auprès du Département permettant de mettre en œuvre une opération intitulée « Accompagnement renforcé vers l'emploi » auprès des allocataires du RSA.

Comme chaque année, la présente demande de subvention fera l'objet d'une convention afin de définir les obligations de chacun des cocontractants, de définir le contenu de l'opération et ses modalités de mises en œuvre.

Pour l'année 2025, il est proposé de solliciter le Département de l'Isère à hauteur de 25 650€ selon le plan de financement suivant :

Dépenses en euros		Recettes en euros		
Coût total du poste (salaire chargé)	25 650€	Département	25 650€	100%
Total	25 650€		25 650€	100%

Vote : Demande de subvention 2025 auprès du Département de l'Isère dans le cadre de l'opération « Accompagnement Renforcé vers l'Emploi »

Adopté à l'unanimité

2024.168 – Soutien au projet de développement de la SARL Pain Sauvage

La Communauté de Communes du Trièves propose chaque année un appel à projet à destination des entreprises pour soutenir des projets de développements économiques locaux et servir d'effet levier pour d'autres subventions, notamment celle relevant du programme Leader. En 2024, une enveloppe de 16 000 € est disponible pour financer 4 projets à hauteur de 4 000 € chacun. 10 projets ont été déposés, et les porteurs de projets ont été auditionnés en commission économie emploi le 24 octobre. A l'issue des auditions, 4 projets ont été retenus par la commission, parmi lesquels le projet de l'entreprise Pain sauvage.

La SARL Pain sauvage est une boulangerie artisanale au feu de bois et au levain créée en septembre 2023 qui dispose d'un four mobile installé sur le hameau de Longefonds (Clelles).

Les 2 gérantes alimentent avec leur fournée hebdomadaire 7 dépôts de pain sur le territoire (Clelles village, Clelles Longefonds, Le Percy, Monestier du Percy, Mens, Cornillon en Trièves, Saint Michel les Portes et Monestier de Clermont). Elles proposent également des ateliers autour du pain dans les EHPAD, écoles, centres sociaux ou événements du Trièves (et de l'agglomération). Elles sont également présentes sur le marché de Prébois.

Un an après leur création, elles passent dans une seconde phase de développement de l'activité car la production a triplé et l'engouement pour les ateliers est réel. L'outil de production a besoin d'être adapté aux nouvelles perspectives de développement. Ainsi, un nouveau fournil fixe va voir le jour dès cet hiver à Monestier de Clermont dans le centre village. La surface de production va passer de 15 à 60 m² et elles vont investir dans un four de grande capacité (en passant de 25 à 85 kilos de pain par fournée).

Le projet prévoit l'achat du four et de divers équipements matériels, des travaux de fumisterie et divers travaux d'aménagement intérieur pour un montant de 43 000 €.

La commission a souhaité soutenir financièrement ce projet à hauteur de 4 000 € afin que le porteur de projet puisse bénéficier d'un soutien financier du Leader (16 011 €) sur une assiette prévisionnelle de dépenses de 43 000 €. Pour rappel, il faut obligatoirement une contrepartie territoriale face au Leader (1 € du territoire = 4 € du Leader).

L'entreprise a également déposé une demande de financement régionale (5 103 €) et une demande de financement auprès de 7 communes du Trièves (400 €).

L'aide de la CCT sera attribuée sous réserve du cofinancement par l'Europe (Leader), la Région ou une commune du Trièves.

Cette subvention forfaitaire sera affectée sur le budget économie – emploi au compte 65 748 : subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé (soutien aux projets économiques locaux).

Jérôme Fauconnier donne des nouvelles des lauréats 2023 :

- Forest Keeper (travaux forestiers) connaît un grand succès et est un bel exemple de bon projet qui vit bien.
- Verdure Trièves (paysagiste) connaît également un grand succès et a embauché un apprenti et un salarié.
- Atelier Let (forgeron), malheureusement le projet n'a pas pu être réalisé et l'exposition est reportée au printemps 2025.
- Les Agapes de l'Arzelier (restauration traditionnelle) rencontrent également un beau succès ; leur nouvelle cuisine devrait être opérationnelle en début d'année 2025 et ils ont recruté un 2ème salarié en cuisine. L'épicerie fonctionne également très bien.

Vote : Soutien au projet de développement de la SARL Pain Sauvage

Adopté à l'unanimité

2024.169 – Soutien au projet de développement de la SARL Le haricot bleu

La Communauté de Communes du Trièves propose chaque année un appel à projet à destination des entreprises pour soutenir des projets de développements économiques locaux et servir d'effet levier pour d'autres subventions, notamment celle relevant du programme Leader. En 2024, une enveloppe de 16 000 € est disponible pour financer 4 projets à hauteur de 4 000 € chacun. 10 projets ont été déposés, et les porteurs de projets ont été auditionnés en commission économie emploi le 24 octobre. A l'issue des auditions, 4 projets ont été retenus par la commission, parmi lesquels le projet de l'entreprise le Haricot Bleu.

La SARL le Haricot Bleu est l'épicerie multiservice « chez Julie » implantée dans le centre village de Clelles. Ce commerce a été repris par Julie Harel en juin 2019. Depuis sa reprise, ils fonctionnent avec un parc d'appareils de froid (banques froides, armoires réfrigérées et chambre froide) extrêmement vétuste et énergivore qu'il devient indispensable de changer car ils sont réparés régulièrement. L'objectif est de réduire la consommation énergétique de ces appareils de 20% et d'augmenter la gamme des produits locaux. Elle travaille déjà avec une soixante de producteurs et artisans du Trièves. Elle est régulièrement démarchée par des producteurs qui souhaitent vendre leurs produits chez elle. L'épicerie permet également d'aider de nouveaux producteurs à se lancer, à tester leurs produits.

Le projet prévoit l'achat de banques froides charcuterie et fromage, d'armoires réfrigérées avec portes et d'une chambre froide pour un montant de 13 438 €.

La commission a souhaité soutenir financièrement ce projet à hauteur de 4 000 € afin que le porteur de projet puisse bénéficier d'un soutien financier du Leader (6 751 €) sur une assiette prévisionnelle de dépenses de 13 488 €. Pour rappel, il faut obligatoirement une contrepartie territoriale face au Leader (1 € du territoire = 4 € du Leader).

L'aide de la CCT sera attribuée sous réserve du cofinancement par l'Europe (Leader).

Cette subvention forfaitaire sera affectée sur le budget économie – emploi au compte 65 748 : subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé (soutien aux projets économiques locaux).

Claude Didier s'interroge sur le nombre de projets et souhaite connaître leur provenance.

Jérôme Fauconnier répond que la commission économique est ouverte à tous les élus de chacune des communes ; il est difficile de lui répondre précisément ce soir mais va demander l'envoi du compte-rendu de la réunion aux mairies.

Marie-Pierre Drain a fait partie de la commission ; elle s'interroge car « Le haricot bleu » n'était pas dans la sélection.

Jérôme Fauconnier explique que le choix se fait selon un classement de 1 à 10. Il a donc fallu revoter suite à une erreur de notation d'un membre de la commission lors du premier vote.

Par ailleurs, elle souhaite partager le problème rencontré par un chef d'entreprise qui a obtenu une aide mais qui, en raison de crédit en leasing pour son véhicule, se voit refuser la subvention de la Région. Elle s'interroge sur la meilleure manière de lui apporter de l'aide.

Le Président rappelle que la règle est de ne pas subventionner à plus de 80% et conseille de se rapprocher de Guillaume Grandferry au service Economie de la CCT pour tenter de solutionner le problème de cette personne.

Vote : Soutien au projet de développement de la SARL Le haricot bleu

Adopté à l'unanimité

2024.170 – Soutien au projet de développement de La Réserve

La Communauté de Communes du Trièves propose chaque année un appel à projet à destination des entreprises pour soutenir des projets de développements économiques locaux et servir d'effet levier pour d'autres subventions, notamment celle relevant du programme Leader. En 2024, une enveloppe de 16 000 € est disponible pour financer 4 projets à hauteur de 4 000 € chacun. 10 projets ont été déposés, et les porteurs de projets ont été auditionnés en commission économie emploi le 24 octobre. A l'issue des auditions, 4 projets ont été retenus par la commission, parmi lesquels le projet de l'association la Réserve.

La Réserve est l'association qui porte le projet de ressourcerie « l'Etrier » sur Monestier de Clermont depuis 2016. Elle dispose d'une convention avec la CCT pour une autorisation de présence en déchetterie sur Monestier de Clermont (phase 1) et Mens (phase 2) pour une action de réemploi et de sensibilisation des déchets.

Agréé par l'Etat atelier chantier d'insertion, elle dispose de 2 activités : une ressourcerie et un atelier de menuiserie.

Dans le cadre de la ressourcerie, ils ont une petite activité de matériauthèque qu'ils souhaitent développer. Une matériauthèque est un projet de ressourcerie pour les matériaux de chantier. Le principe est le même que pour des objets du quotidien : ils récupèrent des éléments issus du BTP, puis

ils les trient et les valorisent afin de les remettre dans le circuit de distribution à prix solidaire. On les retrouve ensuite en vente dans leur boutique.

La première année, ils estiment pouvoir obtenir un tonnage de réemploi de 60 tonnes sur une fourchette basse.

Le projet prévoit la création la première année de 1,5 ETP de salariés permanents embauchés en CDI et de 2,96 ETP de salariés en transition embauchés en CDDI (Contrat à Durée Déterminée d'Insertion). Il est prévu une augmentation des embauches sur les 3 premières années pour arriver en année N+2 à 2,3 ETP de salariés permanents et 8 ETP de salariés en transition.

Le projet est chiffré à 92 088 € essentiellement en charge de personnel, loyer et petits outillages.

La commission a souhaité soutenir financièrement ce projet à hauteur de 4 000 € afin que le porteur de projet puisse bénéficier d'un soutien financier du Leader (44 000 €) sur une assiette prévisionnelle de dépenses de 92 088 €. Pour rappel, il faut obligatoirement une contrepartie territoriale face au Leader (1 € du territoire = 4 € du Leader).

L'entreprise a également déposé une demande de financement régionale (20 000 €).

L'aide de la CCT sera attribuée sous réserve du cofinancement par l'Europe (Leader) ou la Région.

Cette subvention forfaitaire sera affectée sur le budget économie – emploi au compte 65 748 : subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé (soutien aux projets économiques locaux).

Vote : Soutien au projet de développement de La Réserve

Adopté à l'unanimité

2024.171 – Soutien au projet de développement de la SAS La boule'Andéol

La Communauté de Communes du Trièves propose chaque année un appel à projet à destination des entreprises pour soutenir des projets de développements économiques locaux et servir d'effet levier pour d'autres subventions, notamment celle relevant du programme Leader.. En 2024, une enveloppe de 16 000 € est disponible pour financer 4 projets à hauteur de 4 000 € chacun. 10 projets ont été déposés, et les porteurs de projets ont été auditionnés en commission économie emploi le 24 octobre. A l'issue des auditions, 4 projets ont été retenus par la commission, parmi lesquels le projet de l'entreprise la Boule'Andéol.

La SAS la Boule'Andéol est une boulangerie artisanale au feu de bois labellisée AB qui doit ouvrir à Saint Andéol en octobre 2025. L'aménagement intérieur et la construction du four à bois sont prévus pour le printemps et l'été 2025. Le permis de construire du futur bâtiment vient d'être accepté. Elle se situera dans le centre village et sera en location avec un bail commercial 3-6-9.

Ce sera le seul commerce de la commune. Elle prévoit 3 à 4 fournées par semaine. Il y aura également 3 dépôts de pain sur les communes du balcon est du Vercors (Gresse en Vercors, Château Bernard et Saint Guillaume).

Le projet prévoit également un espace de vente multiservice avec la vente de produits locaux du secteur.

Ce projet de création d'entreprise a reçu dernièrement un accord favorable de financement de la part de GAIA (prêt d'honneur à taux zéro et garantie bancaire).

Il prévoit l'achat de matériel et l'aménagement du local pour un montant de 89 817 €.

La commission a souhaité soutenir financièrement ce projet à hauteur de 4 000 € afin que le porteur de projet puisse bénéficier d'un soutien financier du Leader (38 000 €) sur une assiette prévisionnelle de dépenses de 89 817 € (plafonné à 80 000 € par le Leader). Pour rappel, il faut obligatoirement une contrepartie territoriale face au Leader (1 € du territoire = 4 € du Leader).

L'entreprise a également déposé une demande de financement régionale (10 000 €) et une demande de financement auprès de l'ANCT (19 000 €).

L'aide de la CCT sera attribuée sous réserve du cofinancement par l'Europe (Leader), la Région ou l'ANCT.

Cette subvention forfaitaire sera affectée sur le budget économie – emploi au compte 65 748 : subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé (soutien aux projets économiques locaux).

Gilles Cléret se réjouit de ce beau projet pour la commune. Il souligne que l'entreprise de fabrication de dômes géodésiques « La taverne à mémé » leur fournit les chutes de bois pour chauffer leur boulangerie.

Vote : Soutien au projet de développement de la SAS La boule'Andéol

Adopté à l'unanimité

2024.172 – Demande de subvention auprès de la Région pour l'animation 2024 du Plan Pastoral Territorial Trièves

Un Plan Pastoral Territorial (PPT) est un dispositif régional qui a pour objectif de soutenir un développement durable du pastoralisme via la mise en place d'un contrat avec les territoires. Structuré en 3 axes, il permet l'accès à des co-financements régionaux Auvergne Rhone et d'une contrepartie européenne du fonds FEADER équivalente pour des projets en faveur de l'activité pastorale.

La communauté de communes du Trièves a souhaité contractualiser un second PPT avec la Région Auvergne Rhône-Alpes sur la période 2024-2029.

Pour assurer l'animation de ce contrat, la CCT souhaite engager une mission d'accompagnement auprès de la Fédération des Alpages de l'Isère qui a déjà animé le deux premiers PPT Trièves.

Le 1^{er} comité de pilotage de ce troisième PPT aura lieu le 4 décembre prochain. Pour 2024, le coût total de l'animation est estimé à 2 895 € se répartissant de la manière suivante :

DEPENSES		RECETTES		
Objet	Montant	Financeur	Montant	Taux
Animation FAI	2 460 €	Région AURA	1 791 €	60%
Animation CCT	525 €	Autofinancement CCT	1 194 €	40%
TOTAL DES DEPENSES	2 895 € TTC	TOTAL DES RECETTES	2 895 € TTC	100%

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver la demande de subvention auprès de la Région pour l'animation 2024 du Plan Pastoral Territorial Trièves.

Vote : Demande de subvention auprès de la Région pour l'animation 2024 du Plan Pastoral Territorial Trièves

Adopté à l'unanimité

2024.173 – Gresse-en-Vercors – village alpin du XVIII^{ème} siècle

La Commune de Gresse-en-Vercors a délibéré favorablement pour accueillir le projet de village alpin porté par la Société des nouveaux humanistes.

Considérant que le projet de village alpin du XVIII^{ème} siècle permettra de développer et dynamiser des métiers artisanaux (maçons, charpentiers, forgerons, bûcherons, etc) nécessaires au territoire notamment en vue de la rénovation énergétique massive des logements du Trièves ;

Considérant que ce projet valorise des savoir-faire locaux, des matériaux disponibles sur place (calcaire, bois, terre) et prévoit d'être une vitrine de l'isolation thermique écologique ;

Considérant que ce projet profitera aux jeunes des missions locales, aux demandeurs d'emplois en recherche de qualifications, mais aussi aux habitants souhaitant s'approprier le patrimoine local ;

Considérant que ce projet permettra de valoriser les logements et équipements touristiques de Gresse-en-Vercors, liés à la présence historique de la station de ski ;

Considérant la nécessité de projeter la commune de Gresse-en-Vercors sur un développement touristique et économique indépendant de la ressource nivale qui tend à s'amenuiser en raison du changement climatique ;

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver pleinement le projet de Gresse-en-Vercors – village alpin du XVIII^{ème} siècle et de donner au président plein pouvoir pour engager toutes les démarches visant à soutenir ce projet, en veillant à ce que le projet conserve une dimension qui respecte les équilibres du territoire.

Fanny Lacroix, très favorable à ce projet, souhaite aujourd'hui un engagement territorial ; ce projet représente une coalition territoriale qui dépasse largement Gresse-en-Vercors. Le Parc National Régional du Vercors et la métropole de Grenoble vont également être sollicités. Elle attend ce soir un engagement politique. De plus, il s'agit d'un projet vertueux avec la volonté de transmettre les métiers traditionnels notamment. Elle est sensible aux discussions sur les limites à garder dans le pilotage du projet.

Pour Jean-Marc Bellot, ce projet s'inscrit parfaitement dans la période : fin de la station, difficultés face au changement climatique... Ce type de projet serait susceptible d'être conduit sans investissement

lourd, le parking existant à Gresse-en-Vercors. De plus, il permet la mise en valeur des métiers traditionnels, et rentre dans l'optique de ne pas faire de Gresse-en-Vercors un « parc Asterix », et permet de rester conforme à la Charte du Parc. Ce projet a besoin d'un appui politique mais aussi technique. Il invite les élus à soutenir cette démarche qui est une démarche à long terme.

Caroline Fiorucci a en tête le ZAN et s'interroge sur l'impact que cela pourrait avoir sur les constructions possibles.

Pour Fanny Lacroix, l'enjeu est de faire passer ce projet dans le cadre d'intérêt régional et de l'évolution des stations de moyenne montagne tout en étant sur une démarche de sobriété en terme d'hébergements touristiques. Ce projet a besoin d'une ligne politique forte.

Jean-Marc Bellot insiste sur le caractère économique du projet qui ne porte pas seulement sur l'intérêt touristique. On peut espérer des retombées sur l'ensemble du Trièves.

Eric Furmanczak s'interroge par rapport à l'engagement sur du foncier pour l'avenir.

Jérôme Fauconnier répond que la révision du SCoT aura lieu en 2028 ; aujourd'hui, il s'agit d'essayer de passer ce projet en interterritorial.

Joël Zoppé, dans le cadre du ZAN, s'interroge par rapport aux projets des zones d'activités. Cela va consommer du ZAN et les communes ont aussi besoin de blocs pour de l'habitation. Il convient d'être vigilant et d'examiner l'enveloppe complète avant de s'engager sur ce type de projet.

Jérôme Fauconnier explique que ce projet sera pris sur l'ensemble de la zone lors de la répartition du SCoT par rapport à l'enveloppe disponible.

Fanny Lacroix souligne l'importance d'avoir un projet structurant pour l'ensemble du territoire et appelle chacun à soutenir le projet.

Pour Christian Roux, ce projet présente un grand intérêt pour le territoire ; il s'agit d'un vrai projet structurant utile à tous. Il se déclare partant pour soutenir la commune de Gresse-en-Vercors dans cette démarche.

Vote : Gresse en Vercors – village alpin du XVIIIème siècle

Pour : 34 Abstention : 1 (Patrick Martinello) Contre : 3 (Marie-Pierre Drain, Anne-Marie Fitoussi, Marc Giraud)

2024.174 – Jardins partagés 2025 – Demande de subvention auprès de la CAF de l'Isère

Deux jardins partagés et un verger partagé ont été mis en place depuis 2023 par des habitants jardiniers et la communauté de communes. Ces jardins et verger sont des lieux de vie sociale... jardiner, apprendre, vivre les saisons sont autant d'occasion de se rencontrer, d'apprendre et d'expérimenter ensemble, au-delà de ce qui nous sépare. C'est ce qui amène la CAF de l'Isère à co-financer depuis 2023 le travail réalisé avec les jardiniers. En 2024, deux groupes de jardiniers ont fonctionné, l'un aux Carlares et l'autre au Granjou, à Monestier de Clermont, accompagnés par PEP's.

En 2025, l'objectif est de poursuivre un accompagnement plus léger des jardiniers, pour continuer à les outiller et à faire vivre le collectif.

Le budget se construit comme suit sur l'année 2025

Prévision de Dépenses		Prévision de Recettes		
Animation des groupes de jardiniers	6000 €	CAF	7066 €	80%
Formation des jardiniers	800 €	CCT	1766,50 €	20%
Achats (graines, petit matériel)	300 €			
Charge de personnel	1732,50 €			
Total	8832,50 €	total	8832,50€	100%

Il est proposé au conseil communautaire d'autoriser le Président à solliciter la CAF de l'Isère à hauteur de 7066€.

Vote : Jardins partagés 2025 – Demande de subvention auprès de la CAF de l'Isère

Adopté à l'unanimité

2024.175 – Attribution marché n°07/2024 « Groupement de commandes pour les vérifications périodiques des équipements et des installations de la CCT et de l'EHPAD l'Age d'Or »

Par délibération en date du 11 mars 2024, le conseil communautaire a autorisé la constitution d'un groupement de commandes pour les vérifications périodiques des équipements et des installations de la communauté de communes du Trièves et de l'EHPAD l'Age d'Or.

Un appel d'offres est lancé sous la forme d'un marché à procédure adaptée, pour un début d'exécution au 1 janvier 2025. Après analyse des offres, il a été procédé à l'attribution des lots de la façon suivante :

- Lot 1 : Vérification périodique réglementaire des installations électriques :
Titulaire : APAVE Montant du lot annuel = 4 536 € TTC
- Lot 2 : Vérification des installations de chauffage, gaz ventilation :
Titulaire : APAVE Montant du lot annuel = 312 € TTC
- Lot 3 : Vérification des installations et équipements de sécurité incendie SSI :
Titulaire : SOCOTEC Montant du lot annuel = 1 680 € TTC
- Lot 4 : Vérification périodique des installations mécaniques :
Titulaire : DEKRA Montant du lot annuel = 3 600 € TTC
- Lot 5 : Vérification réglementaire périodique des aires de jeux :
Titulaire : APAVE Montant du lot annuel = 780 € TTC
- Lot 6 : Surveillance des légionnelles : infructueux
- Lot 7 : Vérifications techniques quinquennales des ascenseurs :
Titulaire : SOCOTEC Montant du lot annuel = 1 404 € TTC

Il est proposé au conseil d'approuver l'attribution des titulaires telle que définie ci-dessus.

Pour Joël Zoppé, un contrat de ce type est très intéressant dans le cadre de la mutualisation.

Jérôme Fauconnier cite l'exemple de la commune d'Avignonet, dont le tarif est plus élevé que celui payé par la CCT. Il sera peut-être possible de mettre en place ce service dans le cadre du recrutement mutualisé dont il a été question en début de conseil.

Vote : Attribution marché n°07/2024 « Groupement de commandes pour vérifications périodiques des équipements et des installations de la CCT et de l'EHPAD l'Age d'Or »

Adopté à l'unanimité

2024.176 – Attribution marché n°08/2024 « Groupement de commandes pour la fourniture et la maintenance périodique du parc d'extincteurs des bâtiments de la CCT et de l'EHPAD l'Age d'Or »

Par délibération en date du 11 mars 2024, le conseil communautaire a autorisé la constitution d'un Groupement de commande pour la fourniture et la maintenance périodique du parc d'extincteurs des bâtiments de la Communauté de communes du Trièves et de l'EHPAD L'Age d'Or.

Un appel d'offres est lancé sous la forme d'un marché à procédure adaptée, pour un début d'exécution au 1^{er} janvier 2025. Après analyse des offres, il a été procédé à l'attribution du marché à :

La société DESAUTEL
99, Rue Pierre Corneille
69003 LYON

Il est proposé au conseil d'approuver l'attribution du titulaire tel que définie ci-dessus.

Vote : Attribution marché n°08/2024 « Groupement de commandes pour la fourniture et la maintenance périodique du parc d'extincteurs des bâtiments de la CCT et de l'EHPAD L'Age d'Or

Adopté à l'unanimité

– Questions diverses

• Informations diverses :

Gilles Cleret s'interroge par rapport au transfert de la compétence Eau et Assainissement à la CCT ; une délibération est-elle nécessaire ou est-il possible de se positionner sans délibération.

Jérôme Fauconnier rappelle qu'un courriel a été transmis à chaque commune afin qu'elles puissent donner leur réponse d'ici le 9 décembre prochain. Il demande au minimum une position de principe sans engagement qui permettra de se rendre compte de leur intention.

Christian Roux rappelle que l'Assemblée Nationale n'a pas délibéré sur ce sujet.

Jérôme Fauconnier attend la réponse du Sénat pour se positionner sur le sens de « compétence facultative ». Le texte aujourd'hui donne matière à interprétation différente donc à suivre...

Jean-Marc Bellot indique que la commune de Gresse-en-Vercors a refusé à l'unanimité le transfert de la compétence.

Alain Vidon souligne l'intérêt de continuer le travail sur la mutualisation même si le transfert de compétence ne se fait pas ; une dynamique est enclenchée sur une possibilité de travailler en commun avec d'autres communes et cela lui semble positif.

Pour Jérôme Fauconnier, une collaboration pourrait être envisagée entre les communes et la CCT ; il cite, par exemple, les astreintes.

La Commission agricole a organisé une réunion où 40 éleveurs étaient présents et dont le principal sujet était la fièvre catarrhale. Les éleveurs n'ayant pas tous le même degré d'information, Eric Vallier propose que, dans chaque mairie, un conseiller municipal se charge d'appeler chaque éleveur de la commune pour savoir où ils en sont. Par ailleurs, un questionnaire a été distribué aux communes. Une visio-conférence est prévue le 25 novembre prochain pour partager les réponses reçues. Déjà reçu 15 communes ont répondu ; il demande aux communes restantes de renvoyer leur réponse afin de relayer les informations pour tenter d'aider les agriculteurs et faire bouger les lignes.

Jérôme Fauconnier indique que, selon les réponses, la CCT mettra en place un « SOS téléphonique » où les éleveurs pourront obtenir de l'aide pour remplir les dossiers.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h20